

Déclaration de candidature de Jean-Jacques Bourdin à la Présidence de l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Notre université est en crise. Comme toutes les crises celle-ci paraît très grave à tous ses acteurs. Comme beaucoup de crises, elle peut conduire à des catastrophes ou être l'occasion de grands progrès. Cette période portera-t-elle un jour, le nom de «début de la fin.» ou de «crise de croissance» ? Il appartient à tout Paris 8 de mesurer cette crise, de prendre le recul nécessaire pour trouver le chemin d'en sortir grandis et non pas défaits.

Il y a des causes profondes à cette crise : les conséquences de la LRU et de la politique des Ex, la PolEx, faite de labex, idex, idefi, equipex... ; le contraste entre un passé glorifié et un présent très différent. Il y a aussi la façon dont elle se manifeste, tensions violentes, mépris, insultes avec toutes les exagérations, embellissements, ou travestissements que la narration n'évite pas.

Les conséquences de la PolEx.

La politique d'excellence, d'évaluations à outrance, de dossiers en urgence est une politique. Elle sert à nous empêcher de réfléchir. En courant pour attraper les quelques miettes promises, nous acceptons de ne plus réfléchir à ce que nous sommes. Cette politique conduit à nous diviser, entre bons et moins bons, entre productifs et non productifs. Dans de nombreuses universités françaises les collègues se plaignent des tensions que cette politique fait naître, pourquoi en serait-il différemment chez nous ? Et si tout ceci s'accompagne de salaires proches de l'indigence, où certains ne touchent le smic que grâce à des primes, dans un monde où les gens sont souvent jugés par leur fiche paie...

Les outils mis en place, les uns après les autres, conduisent à nous gérer selon des valeurs numériques creuses et souvent biaisées :

- pour les chercheurs, production d'articles, facteur d'impact des revues...
- pour les enseignants, ratio admis/inscrits,
- pour les formations, nombre d'inscrits, taux d'encadrement qui ne tient pas en compte le nombre d'heures de cours que doivent suivre les étudiants,
- pour les administratifs, nombre de tâches accomplies par jour,
- pour les étudiants, notes, EC, UE, semestres, points ECTS...

La connaissance complexe et riche est remplacée par une valeur creuse et souvent faussée. La note obtenue nous sert ensuite de seul support de pensée : «Ah, non, pas de labo qui ne soit pas noté A.» L'Europe reproche à la France son système de notation simpliste mais même Paris 8 les suit à la lettre...

Notre université a tenté d'obéir scrupuleusement à toutes les recommandations des dernières campagnes d'évaluation. Longtemps nous recrutions notre personnel localement, maintenant nous ne devons plus recruter qu'à l'extérieur et ceci vaut pour tous les recrutements (Biatoss ou enseignants-chercheurs). Est-ce plus intelligent ? Est-ce plus efficace ?

Prisonniers de notre passé ?

Le passé de Paris 8 nous encombre de nostalgie. Si cette université a été des combats post-68, si certains y ont tenté des expérimentations invraisemblables et y ont réussi de manière incroyable, est-ce que cette période suffit à nous définir aujourd'hui ? N'avons-nous pas changé ? Notre public est-il tout à fait le même ? Et nos personnels ? Nous pouvons admirer de grandes avancées de Paris 8, les EC validables, qu'on appelait alors UV, les licences bi-disciplinaires... Il est peut-être temps de recommencer à inventer. Oui, notre public a changé. Les étudiants ne viennent plus chercher de la culture ou un savoir, mais ils attendent une note et un diplôme et espèrent un emploi. Ceux de 68, que je n'ai pas connus, étaient-ils tous différents de cela ? Oui, nous sommes

confrontés au plagiat comme jamais, les outils modernes le rendent tellement plus facile, mais n'est-ce pas également que nous n'avons pas suffisamment encadré nos étudiants ?

Nous devons trouver le moyen de réfléchir au futur, à nos missions, à l'université que nous voulons, cela ne se fera pas en cinq minutes. Des états généraux ont été proposés par les listes d'opposition, il les faut absolument, ne serait-ce que pour préparer les assises que le Ministère organise à l'automne.

Je crois que ce qui caractérise Paris 8 est un lien unique et fragile entre la théorie et la pratique et entre l'enseignement et la recherche. Notre spécificité est d'être un lieu où, pour pouvoir parler sérieusement des choses, nous les faisons. Ceci est vrai non seulement en arts mais dans la plus grande partie de l'université, littérature, informatique... De même le lien recherche/pratique/enseignement s'exprime un peu partout, études de terrain pour les apprentis géographes et, sans doute, études de cas de recours en droit public. C'est, je crois, cette originalité qui nous rassemble. C'est à partir d'elle qu'il faudra travailler. C'est elle qui est connue à l'étranger, elle qui fait école, elle qui attire nos nombreux étudiants et collègues venus de monde entier.

Notre université peut se dire Université-Monde parce que, justement, elle ne se contente pas de rester dans les clous de ce qui se passe ailleurs en France. La solidarité pourrait être vue comme un devoir, ici nous voyons des collègues revenir plein d'enthousiasme pour les cours, les étudiants, les liens mis en place avec une université pourtant en grande difficulté. Nos Relations Internationales sont extraordinaires et il est étonnant de voir qu'elles sont souvent peu valorisées ici-même.

Tension et relativité

Relativisons. Dans la grande tradition de P8, le Président a été séquestré, ou s'est cru séquestré. Quel président de Paris 8 ne l'a pas été ? Quand Francine Demichel raconte qu'elle a été séquestrée, c'est avec plus d'indulgence que quand elle regrette de s'être mise en colère. Est-ce que cet incident vaut toutes ces histoires, ces plaintes, ces étudiants arrêtés, les manifestations qui, n'en doutons pas, accompagneraient des inculpations ? Est-ce que les faits méritent tout cela ? À moins qu'il ne s'agisse que de se poser en victime...

Quand des collègues en insultent d'autres, lorsque quelqu'un dit, à un éminent professeur, «Quand on ne sait pas lire, on ne s'occupe pas des affaires de l'université !» l'autre se sent insulté et répond sans doute mal. Là n'est pas le point principal. Cette déclaration prétend que certains ne doivent pas s'occuper des affaires de l'université. Quelle belle politique ! Non, les affaires de l'université sont les affaires de tous. Chacun doit s'en occuper et si ce rôle est dénié à l'un d'entre nous alors nous ne sommes plus une université, nous ne sommes même plus en république.

Si nous regardons toutes les tensions et les crises de ces dernières années, sur Apogée, sur la Palestine, sur la dissolution de l'UFR PAE, sur les élections, sur le PRES, une grande partie des tensions et des affrontements est venue de questions superficielles. Oui, le calendrier d'installation d'Apogée était délirant et n'a jamais pu être tenu. Je crois pourtant qu'il aurait suffi de reconnaître cette erreur, de s'en excuser, pour désamorcer l'essentiel des tensions qui n'ont pas encore cessé. Oui, je regrette un peu d'avoir fait un recours contre des élections car je l'ai fait en réponse à des insultes et pas parce que je pensais qu'il en sortirait quelque chose de bon pour notre université. Oui, fermer une université parce qu'on veut interdire un colloque me paraît disproportionné. Je crois que certaines personnes ont voulu montrer qu'elles «avaient le pouvoir» tandis que d'autres ont essayé de contester ce pouvoir, comme chez tous les grands singes. Que cette querelle de mâles pour devenir ou rester alpha, entraîne la fermeture de notre université est désolant. Qui a été raisonnable dans cette affaire ? Qui en sort gagnant ? Cette lutte de grands singes se passe dans l'incompréhension générale, entraînant l'envie de ne surtout pas s'en mêler. Ces événements isolent la plus grande partie de l'université de certains acteurs, qu'ils soient nommés extrémistes ou dictateurs.

Et le PRES dans tout ça ?

Le Pres n'échappe pas à ces remarques. À force de tout faire en urgence, deux mois ont été perdus qui auraient pu être consacrés à convaincre, à montrer les possibilités, à dégager un consensus. Il fallait que tout soit signé pour le 4 mai, puis pour le 11... qu'est-ce qui a été permis par ce délai absurde ? Où en sommes-nous en juillet, où en serons-nous en septembre ? Nous ne savons toujours pas qui va s'occuper de quoi et qui, aujourd'hui, s'occupe de quoi. Tant que la plupart des membres de notre communauté n'aura pas une idée précise de ce Pres, n'aura pas *envie* de ce Pres, il faut le laisser mûrir, le faire connaître ou prendre le risque de plus de dégâts encore.

Fracture

Car notre problème essentiel est qu'avec ces tensions et ces dégâts, nous sommes maintenant, comme jamais, divisés. Biatoss, étudiants, enseignants-chercheurs ne se parlent quasiment plus que dans une logique de factions. Ceux qui font le travail se rendent compte qu'il est de plus en plus ingrat et insurmontable. Ceux qui peuvent rester à distance s'éloignent le plus possible. Les Biatoss, bien sûr, n'ont pas le choix. Ils doivent rester et tenter de faire tout ce nouveau travail, gérer des logiciels antédiluviens, tenter de répondre à des étudiants perdus dans ce chaos... Les étudiants voient leurs enseignants surchargés de tâches, incapables de répondre à leurs demandes. Ils ont l'impression souvent de se retrouver face à un mur...

La seule politique qui gagne c'est celle qui considère que tout le monde n'a pas à s'occuper des affaires de l'université, que certains doivent gérer tandis que d'autres doivent se contenter de suivre. Ce n'est pas une politique digne de Paris 8 !

Retrouver la collégialité pour rassembler

Nous devons, plus que jamais, penser et panser les plaies. La proposition de ralentir le rythme, de donner le temps pour que chacun trouve sa place doit devenir une décision de tous. La proposition d'états généraux de l'université peut y aider, si nous y travaillons sérieusement. Inventer l'Université Paris 8 des vingt prochaines années va nous demander du travail et de la confiance, nous devons y travailler tous ensemble.

Nous ne pourrions pas rétablir cette confiance sans «transparence». Cela veut dire que, si un dossier est en cours, il faut que chacun puisse savoir qui en est responsable, où il en est. Nous voulons, avons-nous tort, que les représentants des listes électorales, soient destinataires des documents officiels concernant la marche de l'université, qu'ils viennent du ministère ou des collectivités territoriales. Nous voulons de même qu'un bilan financier soit fait, au moins semestriellement et soit diffusé de façon à faire taire ces rumeurs incessantes de dépenses pharaoniques.

Tout cela ne se passera pas sans un effort de collégialité. Ce ne sont pas quelques uns qui doivent monter un beau dossier, c'est l'ensemble de l'université qui doit se sentir investie de cette mission. Il faut donc réunir, parler, convaincre, mais surtout écouter parce que vous ne saurez jamais à l'avance où et quand va surgir la bonne idée qui nous fera tous avancer. Je crois à la collégialité comme mode de travail, dans les instances auxquelles j'ai pu participer, CORI, MICEFA, Licence Informatique,... c'est toujours du travail d'équipe que sont sorties les bonnes idées. Cela ne va pas sans transparence, parce que, si certains ne savent pas ce qui se passe, ou n'en ont qu'une vision étroite, comment pourront-ils inventer, porter le projet ?

Pour réaliser ce programme, nous aurons besoin de toutes les énergies, de tous les courages. Je ne suis candidat qu'à une chose : à coordonner ce projet. C'est le seul rôle que le président de notre université aura à assumer, si nous n'arrivons pas à recommencer à nous parler, nous saurons qui a échoué. Je suis prêt à en assumer la responsabilité, j'espère que chacun y participera.